

L'IMPACT DE LA RELIGIOSITÉ SUR LA TAILLE DU GOUVERNEMENT

La théorie économique
par Gabrielle Tremblay
(5235177)

Mémoire présenté au Département de science économique
de l'Université d'Ottawa
pour l'obtention du diplôme de Maîtrise
Directeur du mémoire : Alberto Chong

ECO 6999

Ottawa, Ontario

Août 2015

Table des matières

I Abstrait	2
1. Introduction.....	3
2. Revue de la littérature	5
2.1 Religion et inégalité	6
2.2 Théorie sur la religiosité	9
2.3 Religion et gouvernement.....	13
2.4 Limites	17
3. Méthode empirique	18
3.1 Données.....	18
3.2 Méthodologie	23
4. Résultats	28
5. Conclusion	33
6. Bibliographie.....	36
7. Annexe	40

I Abstrait

Maints chercheurs ont étudié le rôle des facteurs économiques sur la taille des gouvernements, mais peu se sont penchés sur le rôle des facteurs culturels. Cette étude examine la relation entre la religiosité et les dépenses gouvernementales. Pour ce faire, la base de données de la *World Value Survey* a été utilisée pour construire un indice de religiosité et la méthode de variables instrumentales pour contrôler les problèmes d'endogénéités. L'étude conclut qu'il existe une relation négative entre le niveau de religiosité d'un pays et la taille de son gouvernement. Parmi les variables contrôles, l'existence d'une religion d'État est également significative.

1. Introduction

Les dépenses gouvernementales varient grandement d'une nation à l'autre. Même parmi les pays ayant des niveaux socioéconomiques similaires, il existe de grandes variations au niveau de la taille de leur gouvernement. Bien que la littérature sur ce sujet soit vaste, les chercheurs ont, pour la grande majorité, mis l'accent principalement sur les aspects économiques pour expliquer la large variation entre les dépenses gouvernementales des pays. Ce n'est que très récemment que des chercheurs ont commencé à s'intéresser au niveau des différences culturelles pour trouver des sources additionnelles de réponses. Être capable d'expliquer pourquoi il existe une telle variation est importante. Les dettes des gouvernements centraux n'ont fait qu'augmenter au cours des dernières années. La dette du Canada était de 51,9% du PIB en 2013, alors que celle des États-Unis atteignait 96,1 % (Banque Mondiale) au même moment.

Le but de ce projet de recherche est d'étudier le rôle d'une valeur culturelle, soit la religiosité, sur la taille des gouvernements. En 2010, 84 % de la population mondiale faisaient partie d'une religion ou d'une autre. D'ici 2050, le nombre de gens sans affiliation religieuse diminuera de 19 %, et ce, bien que leur proportion en Europe et en Amérique du Nord augmentera (Pew Research Center). Il est donc évident que ces changements vont avoir des impacts majeurs sur la société, puisque la religion est connue pour affecter quotidiennement les décisions des personnes croyantes.

Encore peu d'études ont prêtés attention aux impacts économiques sur les dépenses gouvernementales que peut engendrer la religion. Gill et Lundsgaarde (2004) ont argumenté que ce sont les dépenses en transferts sociaux qui expliquent les niveaux de religiosité des citoyens d'un pays. De l'autre côté, Sheve et Stasavage (2006) ont soutenu que les dépenses gouvernementales sont affectées par le niveau de religiosité d'un pays. Il existe donc deux visions opposées sur la direction de la relation entre les dépenses gouvernementales et la religiosité.

Cette étude tente de répondre à la question : quelle est la relation causale entre le niveau de religiosité et les dépenses gouvernementales ? La théorie proposée dans cette étude est que la religion agit comme un substitut à certains types de dépenses gouvernementales. Les pays avec un plus haut niveau de religiosité participent davantage aux œuvres de charité et sont plus susceptibles de faire des dons de charité aux plus démunis de la société. Cette méthode décentralisée qui consiste à transférer les richesses diminue le besoin des gouvernements de dépenser en programmes sociaux. Il existerait donc une relation négative entre le niveau de religiosité et les dépenses gouvernementales.

Pour répondre à cette question, un index de religiosité est construit à partir de la base de données *World Value Survey*. Pour corriger le problème d'endogénéité, la méthode de variable instrumentale est utilisée. Les résultats empiriques démontrent qu'un plus haut niveau de religiosité diminue les dépenses gouvernementales en termes de pourcentage du PIB. Ces résultats démontrent qu'il y existe une possibilité pour les

pays d'utiliser la religion comme méthode alternative pour diminuer le fardeau fiscal des gouvernements.

Le reste du document est divisé comme suit. La section 2 présente la revue de la littérature. La section 3 présente la méthode empirique incluant les données utilisées ainsi que le modèle économétrique. La section 4 présente les résultats, et finalement, la section 5 présente les conclusions.

2. Revue de la littérature

D'après la plus récente vague de la *World Value Survey*, 81 % de la population mondiale sont membres d'une dénomination religieuse, 76 % assistent aux cérémonies religieuses au moins une fois par année, 67 % s'identifient comme religieux et 82% croient en Dieu. De l'autre côté, seulement 16 % de la population mondiale se considèrent comme étant non affiliées religieusement (Pew Research Center). Avec de telles statistiques, il n'est pas surprenant que les sciences sociales aient longuement étudié les impacts que la religion a sur la société. La sociologie, la criminologie, la psychologie et la médecine sont toutes des disciplines qui ont longuement étudié l'impact de la religion sur notre société. Du côté de l'économie, nous savons, par exemple, que la religion amène une plus grande inégalité de salaire entre les hommes et les femmes (Dollar et Gatti, 1999), qu'il existe une inégalité persistante entre les niveaux de richesses basées sur les dénominations religieuses aux États-Unis (Smith et Faris, 2005) et que

différents groupes religieux ne perçoivent pas les causes des inégalités de revenu de la même manière (Taylor et Merino, 2011).

2.1 Religion et inégalité

C'est au tout début du XX^e siècle qu'un lien entre religion et inégalité a été fait pour la première fois avec la publication du livre *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Weber (1905). Weber avait observé une différence de salaire entre les protestants et les catholiques. Il explique dans son ouvrage que cette différence était causée par la réforme protestante qui aurait provoqué une meilleure éthique de travail chez ces derniers. Cette éthique de travail améliorée a, par la suite, engendré de meilleurs salaires pour les protestants. Cet ouvrage précurseur a ouvert la porte aux études sur la religiosité et sur son impact sur le développement économique. Il est néanmoins possible de critiquer l'ouvrage qui est nettement ancré dans une perspective propre au début du XX^e siècle. De nos jours, la différence entre les catholiques et les protestants importe peu pour expliquer les différents niveaux économiques mondiaux. Le monde est constitué de beaucoup plus de religions qu'auparavant et qui ont des différences beaucoup plus marquées. Qui plus est, nous avons maintenant des outils économétriques qui nous permettent de nous baser sur des faits plutôt que sur des anecdotes.

Weber (1905) a néanmoins ouvert la porte aux études subséquentes entre religiosité et économie. Mais, avant de se tourner vers l'impact que la religion a sur les inégalités, les études se sont d'abord tournées vers les impacts de la religiosité sur le

développement économique. Barro et McCleary (2003) croient que la religiosité peut expliquer en partie les variations observées des croissances économiques entre les pays. Puisque leurs régressions font face à un problème de causalité inverse, ils instrumentent leurs variables indépendantes de religiosité avec un indice de concentration religieuse, une variable dichotomique pour la présence d'une religion d'État et un index de régulation de la religion. Ils concluent que le développement économique des pays est influencé positivement par les croyances religieuses, mais négativement avec la participation aux cérémonies religieuses. L'importance de la religion passe donc par la croyance et non par le fait d'appartenir à une religion. Jacob et Osang (2010) trouvent des résultats légèrement contradictoires. Ils considèrent que la religiosité affecte le développement économique d'une manière non linéaire. Les pays avec un plus haut niveau de développement économique sont ceux avec un niveau de religiosité modéré. Basé sur le lien entre inégalité et religiosité, il n'est pas surprenant que les économistes se soient par la suite tournés sur le lien entre le niveau de religiosité au niveau national et son impact sur le niveau d'inégalité des revenus.

L'un des problèmes majeurs auquel les chercheurs doivent faire face lorsqu'ils étudient la religion est la direction de causation. Il est possible d'interpréter la religion comme une variable indépendante ou dépendante. D'une part, la religion peut être la variable indépendante. La religion affecte les caractéristiques individuelles d'une personne, comme son éthique de travail, qui, à leurs tours, modifient les performances économiques du pays comme Weber (1905) l'avait argumenté. D'une autre part, le

niveau d'inégalité économique d'un pays peut affecter le niveau de religiosité de sa population.

Le modèle de sécularisation appuie l'hypothèse que la religion est dépendante du niveau économique. Ce modèle prédit que le développement économique réduit la participation aux services religieux, les croyances religieuses et l'impact de la religion sur la vie politique. Ce modèle prédit donc une réduction de la religiosité lorsqu'il y a des avancements en éducation et en science. Ces changements se produisent indépendamment des efforts des organisations religieuses (McCleary et Barro, 2006a ; Norris et Inglehart, 2004 ; McCleary et Barro, 2003). Solt (2013), par exemple, a analysé des séries temporelles sur les cinquante dernières années. Il découvre que les pays avec un niveau croissant d'inégalité expérimentent par la suite une augmentation dans le niveau de religiosité de ses citoyens.

Néanmoins, la théorie de la sécularisation a été fortement critiquée. Rees (2009) dénote qu'il existe des niveaux de religiosité très variable parmi les pays qui ont des niveaux de développement très similaires. Une alternative à la théorie de la sécularisation provient de la théorie du choix rationnel qui suppose que la demande pour les biens religieux demeure constante. Pettersson (2003) croit que la sécularisation n'est pas le résultat de la modernisation, mais simplement un mouvement vers la privatisation de la religion. Les biens et services, qui étaient historiquement offerts par l'Église, tels que l'éducation, la charité et la santé, sont devenus une fonction de l'État. Rees (2009) ainsi que Norris et Inglehart (2004) croient pour leur part qu'un plus haut niveau d'inégalité

rend les gens plus inquiets, ce qui les conduit vers la religion dans le but de trouver du réconfort. Il est également possible que la religion aide les gens à faire face à des situations difficiles, réduisant ainsi leur motivation à se battre contre les inégalités de revenu (Palani, 2008).

2.2 Théories sur la religiosité et l'inégalité

Maintenant que nous avons vu que la religiosité peut affecter la croissance, nous pouvons nous tourner vers les théories qui tentent d'expliquer ce phénomène. Les croyances religieuses peuvent influencer les préférences pour l'assurance sociale pour de multiples raisons. La littérature sur ce sujet est riche, mais peut être regroupée en six théories majeures.

La première théorie est que les gens religieux sont plus altruistes que ceux qui ne le sont pas. Les gens altruistes devraient demander plus d'interventions gouvernementales dans le but d'aider les plus démunis (Sheve et Stasavage, 2006). La corrélation entre dépenses gouvernementales et religiosité devrait donc être positive. Saroglou (2006), quant à lui conclut que la religion mène les gens à commettre des gestes altruistes uniquement lorsque leur motivation est intrinsèque. Les gens motivés extrinsèquement ne sont pas plus altruistes que les gens non religieux. Cette hypothèse a été réfutée par de nombreux auteurs, puisque la relation entre religiosité et inégalité est négative.

La deuxième théorie est que la religion influence nos croyances au sujet du fonctionnement de l'économie. Les gens plus religieux peuvent, par exemple, croire qu'un bon travail doit être récompensé par un plus grand salaire (Sheve et Stasavage, 2006). Les individus religieux ne requièrent donc pas que le gouvernement intervienne pour redistribuer les richesses, puisque tous les membres de la société ont une chance d'être plus riches s'ils fournissent l'effort nécessaire (Piketty, 1995).

La troisième théorie pour expliquer le lien entre religion et dépenses gouvernementales est le regroupement des biens dans un panier. Lors d'une élection, les électeurs votent pour un candidat en se basant sur plusieurs dimensions, incluant celles reliées à leur préférence religieuse et à leur préférence sur la redistribution des richesses. Ces préférences forment un panier de biens. La théorie suggère que le bien que représentent les préférences religieuses est plus important que les autres dimensions pour les personnes qui sont croyantes. Les gens religieux vont donc voter en faveur du candidat qui possède la même vision religieuse qu'eux, et ce, bien que ce candidat ne supporte pas la redistribution des richesses (Sheve et Stasavage, 2006 ; Roemer, 1998). Ceci provoque une plus grande inégalité dans les pays où les gens sont plus religieux. Cette théorie est confirmée par Glaeser, Ponzetto et Shapiro (2005) qui trouvent qu'aux Etats-Unis, les gens religieux votent en fonction de leurs croyances sur les aspects religieux, tels que le droit à l'avortement ou le mariage gai, et non sur les aspects économiques. Or, le parti politique qui soutient ces idéaux est également celui qui soutient une plus faible redistribution des richesses. De ce fait, les pays plus religieux sont également plus inégalitaires.

La quatrième théorie est qu'il existe un effet de substitution entre religion et provision d'assurance sociale. Cet effet de substitution peut s'expliquer par le fait que les gens religieux sont beaucoup plus portés à faire des dons charitables. La charité est un moyen d'atteindre le salut et, par ce fait, d'accéder au paradis. Azzi et Ehrenberg (1975) ont créé un modèle de maximisation de l'utilité à multiple période d'allocation du temps. Leur modèle attribue de l'utilité aux gens qui croient au salut même après leur mort. Quant aux gens religieux, l'utilité se termine au temps de leur mort. Leur modèle confirme que les individus qui ont une participation religieuse plus importante, incluant les dons charitables, sont ceux qui croient à l'effet salutaire. Donner de l'argent est donc un moyen d'augmenter leur utilité. D'autre part, Thornton et Helms (2013) démontrent dans leur étude que les dénominations religieuses ayant un plus gros accent sur le mérite salutaire, c'est-à-dire le fait de commettre des actions bénéfiques, sont moins réceptives aux changements dans les subsides offerts pour les dons charitables. Les gens membres de dénominations qui mettent moins l'emphase sur le salut agissent d'une manière plus similaire aux non religieux. McCleary (2007) expose des résultats légèrement différents de ceux de Thornton et Helms. Selon ces recherches, toutes les dénominations prêchent le salut et, par ce fait, toutes les religions font des dons charitables. La différence est que certaines religions sont plus sélectives dans leur choix de charité et pensent que le salut est uniquement possible par la sélection divine.

Il existerait donc une substitution entre charité et gouvernement. Les gens qui sont membres de congrégations religieuses ne demandent pas autant de dépenses

gouvernementales, tout simplement parce que leur église leur fourni déjà un soutien (Hungerman, 2005 ; Sheve et Stasavage, 2006). Par exemple, Hungerman (2005) a démontré que les contributions aux charités dans les congrégations presbytériennes sont corrélées négativement avec les dépenses en bien-être du gouvernement.

La cinquième théorie possible pour expliquer la relation entre religion et dépenses gouvernementales est la possibilité que la régression soit fallacieuse, puisque la religion et l'assurance sociale sont toutes deux endogènes au développement économique d'un pays (Sheve et Stasavage, 2006). Cette théorie est reliée à l'hypothèse de sécularisation mentionnée plus haut. Lorsqu'un pays devient plus riche et, par ce fait, les gouvernements dépensent plus en soutien social, les citoyens deviennent moins religieux. Gill et Lundsgaarde (2004) ont réfuté cette possibilité en incluant dans leur régression l'impact de la modernisation. Ils n'ont pas trouvé de lien significatif entre la modernisation et le niveau de religiosité d'un pays.

Les théories précédentes proposées par les chercheurs soutiennent le fait que les différences entre les pays ne sont pas reliées aux différences entre les dénominations religieuses. C'est le niveau de religiosité qui affecte les variations observées entre pays. La dernière théorie, quant à elle, présume plutôt que ce sont les différences entre les dénominations religieuses qui expliquent les différences entre les pays, comme l'avait assumé Weber (1905). Les religions prêchent des valeurs qui diffèrent, ce qui cause des attitudes différentes vis-à-vis l'assurance sociale. Guiso et *al.* (2003) a également examiné le rôle des dénominations religieuses dans le façonnement des attitudes. Ils

trouvent que les juifs et les protestants sont plus à risque de mentir sur les impôts, que les bouddhistes et les musulmans. D'ailleurs, ces derniers sont moins susceptibles d'accepter des pots-de-vin. De leur côté, les catholiques sont les plus fervent souteneur de la propriété privée. Finalement, les hindous et musulmans sont les plus fervents opposants à la compétition. Il ne serait donc pas surprenant que les différentes dénominations aient également des valeurs différentes lorsqu'il vient le temps de redistribuer les richesses. McCleary et Barro (2003) ont également démontré que les catholiques avaient une plus grande assiduité religieuse que les autres dénominations religieuses.

Maintenant que nous connaissons les différentes théories qui lient la religiosité et les dépenses gouvernementales, nous pouvons nous tourner vers les études qui tentent d'évaluer leurs véracités. Il est bien entendu possible que plusieurs des théories jouent de concert pour affecter les dépenses gouvernementales, et non une seule.

2.3 Gouvernement

C'est beaucoup plus récemment que les chercheurs se sont tournés vers le rôle du gouvernement pour expliquer le lien sous-jacent entre religion et inégalité. Gill et Lundsgaarde (2004), ainsi que Hungerman (2005), furent les premiers à faire le lien entre les actions d'un gouvernement et l'effet sur la religiosité. Gill et Lundsgaarde considèrent que l'ajout du gouvernement permet de lier la théorie de la sécularisation avec les théories économiques de la religion. L'hypothèse centrale que ces auteurs proposent est que le niveau de participation religieuse devrait varier inversement avec le niveau de

dépenses fourni par le gouvernement. Pour être plus précis, l'expansion du bien-être social de l'État devrait diminuer la participation et la croyance religieuse. Les autorités religieuses agissent donc comme un substitut de l'État en ce qui a trait aux dépenses liées au bien-être.

L'ajout majeur que Gill et Lundsgaarde rendent possible est de séparer l'effet des gouvernements de l'impact de la modernisation de la théorie de la sécularisation. Pour tester leur hypothèse, ils utilisent des données au niveau agrégé. Ils utilisent trois différentes variables dépendantes de religiosité, soient l'assiduité religieuse, le taux de personne non-religieuse dans un pays et le taux de personne qui trouve la religion réconfortante. Pour s'assurer que la variable indépendante, les dépenses gouvernementales, ne capture pas l'effet de la modernisation, ils ajoutent des variables sur le taux d'urbanisation, d'alphabétisation et de possession de télévision. Leurs résultats démontrent que les dépenses gouvernementales affectent significativement toutes leurs mesures de religiosité. Ils concluent que, lorsque les dépenses gouvernementales sont faibles, les gens moins religieux vont se tourner vers la religion pour répondre à leur besoin de support. Lorsque les dépenses gouvernementales sont plus élevées, les gens moins religieux vont cesser d'aller aux services religieux. Hungerman (2005), quant à lui, utilise des données sur les églises presbytériennes américaines. Il a soulevé le fait que chaque réduction des dépenses en bien-être de l'État de 1\$ augmente les dépenses des églises américaines de 0,40 ¢.

Il en ressort des études précédentes que c'est le niveau de religiosité qui est affecté par les dépenses en bien-être du gouvernement. Néanmoins, d'autres chercheurs ont commencé à postuler que c'est la relation inverse qui est la bonne. En effet, Gill et Lundsgaarde (2004) ainsi qu'Hungerman (2005) considéraient comme peu probable que la relation de causalité entre religiosité et dépense gouvernementale soit inverse. Par ce fait, ils n'ont pas utilisé de méthode pour contrôler les problèmes d'endogénéités.

Sheve et Stasavage (2006) ainsi qu'Elgin et *al.* (2013) suivent la même logique que Gill et Lundsgaarde selon laquelle les dépenses gouvernementales et la religion sont substitués, mais croient plutôt que la relation va dans la direction opposée. Sheve et Stasavage argumentent que la religion agit comme une assurance sociale pour se protéger contre des situations adverses. Elgin et *al.* de leur côté pensent que les pays plus religieux demandent moins de service des gouvernements. Basé sur ces deux hypothèses, il devrait exister une relation négative entre le niveau de religiosité et le niveau de préférence pour le bien-être social offert par le gouvernement. Pour tester leur hypothèse, Sheve et Stasavage utilisent le même échantillon de 22 démocraties industrialisées que Gill et Lundsgaarde (2004) ainsi qu'un modèle similaire. Pour mesurer la religiosité, ils utilisent l'assiduité religieuse et l'importance de Dieu. Tout comme Gill et Lundsgaarde, ils trouvent une relation négative et significative entre religion et dépense en bien-être par le gouvernement, bien que la relation soit dans la direction opposée.

En plus de tester l'impact de la religiosité au niveau national, ils ont également testé l'impact au niveau individuel. Pour ce faire, ils ont utilisé les résultats du sondage

International Social Survey Program, qui est utilisé dans onze pays démocratiquement avancés. Comme variable dépendante, ils utilisent le support aux dépenses sociales et, comme variable indépendante l'assiduité religieuse. Ils incluent également différentes variables contrôles ainsi que des effets fixes pour les pays. Les résultats démontrent que, même au niveau microéconomique il existe une relation forte et négative entre religiosité et demande en dépenses sociales.

Elgin et *al.* (2013) se sont basés sur les études faites entre inégalité et religiosité. Puisque les gouvernements dépensent moins, il y a moins de redistribution de richesse. Le résultat est que les pays plus religieux ont plus d'inégalité. Pour tester leur hypothèse, ils utilisent un modèle d'équilibre général similaire à celui de Meltzer et Richard (1981), mais ils le modifient afin d'y inclure le facteur de la religiosité. Comme variable dépendante, ils utilisent la croyance en l'au-delà comme mesure de religiosité. Contrairement aux études précédentes, ils étudient l'impact de la religion sur l'inégalité, le taux de taxation, les dépenses gouvernementales et les transferts gouvernementaux. Leurs résultats démontrent, comme les études précédentes, une corrélation positive entre religiosité et inégalité, et une relation négative entre religiosité et taux de taxation, dépenses gouvernementales et transferts sociaux. Ils concluent donc que le lien manquant entre religiosité et inégalité est les dépenses gouvernementales.

2.4 Limites des études

Il existe des limites aux études précédentes qui doivent être soulignées. Gill et Lundsgaarde (2004) ainsi qu'Hungerman (2005) ont étudié la mauvaise direction de corrélation, puisqu'ils ne considéraient pas que leur modèle puisse souffrir d'endogénéité. Selon Elgin et *al.* (2013), Sheve et Stasavage (2006) ainsi que les différentes théories qui lient la religiosité et la taille des gouvernements, c'est le niveau de religiosité d'un pays qui affecte les dépenses gouvernementales et non l'inverse. Qui plus est, les études de Sheve et Stasavage, et de Gill et Lundsgaarde sont toutes deux biaisées par leur faible échantillon de pays de même que par le fait qu'ils utilisent majoritairement des pays catholiques et développés. Finalement, l'étude d'Elgin et *al.* (2013) ne souffre pas des limites des études précédentes. Par contre, leurs régressions ne prennent pas en compte le fait que la variable de religiosité puisse être endogène. Par conséquent, ils n'utilisent pas d'instrument pour contrôler ce problème. Qui plus est, ils omettent plusieurs variables de contrôle qui peuvent expliquer les différences nationales entre dépenses gouvernementales.

Cette étude vise à combler ces lacunes dans la littérature. Pour ce faire, un échantillon plus grand et plus varié que le leur sera utilisé. Qui plus est, la variable d'intérêt, la religiosité, sera proprement instrumentée pour empêcher les problèmes d'endogénéités. Finalement, d'importantes variables qui affectent les dépenses gouvernementales sont ajoutées pour former un modèle plus complet.

3. Méthode empirique

3.1 Données

Comparée aux études précédentes, cette étude a l'avantage d'avoir un plus grand échantillon de pays et d'être basée sur une période plus récente. La sélection des pays a été fondée sur la disponibilité des données, et ce dans le but d'inclure une bonne représentation des pays du monde, tant sur le plan géographique que sur le développement économique. Une liste complète des pays utilisés dans cette étude, ainsi que leur niveau de dépenses gouvernementales se retrouve en annexe.

Variable dépendante

La variable dépendante pour toutes les régressions est les dépenses gouvernementales, tirées de la base de données de la Banque mondiale. Les dépenses gouvernementales comprennent les dépenses de consommation finale de l'administration publique en bien et services, mais excluent les dépenses militaires. Les dépenses sont divisées par le produit intérieur brut du pays pour former un ratio dépense gouvernementales/PIB.

Ce sont les dépenses gouvernementales qui sont utilisées comme variable dépendante, comme l'ont aussi fait Elgin et *al.* (2013), et non les dépenses en bien-être du gouvernement, comme l'avaient fait de multiples auteurs (Gill et Lundsgaarde, 2004 ; Sheve et Stasavage, 2006 ; Humgerman, 2005). Ce choix de variable dépendante repose

sur deux raisons principales. Premièrement, les données sur les dépenses gouvernementales sont beaucoup plus nombreuses, ce qui nous permet d'avoir un plus grand échantillon. Deuxièmement, nous supposons, comme Elgin et *al.* (2013), que les pays plus religieux ont une préférence pour un État plus petit. En conséquence, les différences entre les dépenses en bien-être ne sont qu'une manifestation des changements que l'on peut observer dans les dépenses totales des gouvernementales. Cependant, contrairement à Elgin et *al.* (2013), le choix s'est porté sur les dépenses des gouvernements globaux plutôt que centraux. La raison est que les dépenses des gouvernements centraux varient grandement entre pays fédéralistes et non fédéralistes. Ce choix permet d'éliminer les variations des dépenses causées par le choix de système politique des pays.

Variable indépendante d'intérêt

La variable indépendante d'intérêt est la religiosité. Puisque la religiosité d'un pays ne peut pas être directement observée, nous utilisons l'assiduité aux cérémonies religieuses, comme un proxy de participation religieuse. La mesure de religiosité utilisée comme variable indépendante est tirée de la base de données *World Value Survey*. Trois raisons motivent ce choix. La base de données a maintenant complété six vagues de questionnaires, ce qui permet un plus large échantillon. Qui plus est, la base de données a un échantillon diversifié de pays autant sur le plan géographique que religieux. Finalement, les données sont plus récentes que les autres alternatives, ce qui permet d'avoir des résultats plus actuels. Avoir des données plus récentes est particulièrement

important, puisque le paysage religieux est très différent de ce qu'il était vingt ans auparavant. Les vagues 4, 5 et 6 administrées entre 1999 et 2014 sont utilisées dans cette étude.

La question utilisée dans la WVS est la suivante : « Autre que pour les mariages et les funérailles, combien de fois avez-vous assisté aux services religieux ces derniers temps ? » Les répondants ont le choix de répondre parmi sept différentes options, variant de « plus qu'une fois par semaine » à « jamais, pratiquement jamais ». Basée sur l'échantillon de cette étude, l'assiduité varie beaucoup entre les pays, allant de « plusieurs fois par semaine » au Nigeria à « jamais, pratiquement jamais » aux Pays-Bas.

Il est important de mentionner que l'hypothèse testée dans cette étude est que les pays religieux ont des dépenses gouvernementales moindres que les pays moins religieux, et ce, indépendamment des dénominations religieuses. Nous ne tentons pas de démontrer qu'une religion particulière est différente d'une autre, mais que les différences entre les dépenses gouvernementales d'un pays à l'autre sont causées par le niveau de religiosité.

Variables de contrôle

Puisque plusieurs autres variables déterminent les dépenses d'un gouvernement, les variables suivantes sont ajoutées dans notre étude :

- *Mesure de développement économique* : Un plus haut niveau de développement économique met de la pression sur le gouvernement pour augmenter les dépenses.

Le développement économique est mesuré par le log du PIB par habitant calculé en dollars américains constants.

- *Chef d'État* : En plus de la variable indépendante d'intérêt, une variable de contrôle sur la religion est ajoutée. Cette variable contrôle le fait que, dans certains pays, le chef d'État doit obligatoirement faire partie d'un groupe religieux particulier. La variable prend la valeur de 1 lorsque le chef d'État doit être d'une certaine religion et de 0 autrement. Au total, 15 % des pays de l'échantillon ont une religion d'État. Les données sont tirées du *Pew Research Center*. Plusieurs études sur la religion utilisent la religion d'État comme variable contrôle. Or, le choix fait pour cette étude est différent, puisque plusieurs pays ont toujours une religion d'État par tradition, bien que celle-ci n'affecte aucunement les décisions de l'État. Par contre, une religion prescrite pour le chef d'État affecte directement les décisions politiques. Une liste des pays ayant un chef d'État avec une religion prescrite se retrouve dans le tableau 2 de l'Annexe.
- *Indépendance* : Les pays dont les citoyens prônent l'autonomie comme valeur importante sont associés à des dépenses gouvernementales plus basses. Les citoyens ne veulent pas dépendre autant du gouvernement et demandent moins de services (Arikan, 2011). Cette variable ne devrait pas interagir avec la variable de religiosité puisqu'il s'agit de deux variables culturelles transmises par les parents, mais de manière indépendante. Les données sont tirées de la base de données WVS à partir de la question suivante : « Voici une liste de qualité que les enfants peuvent être encouragés à apprendre à la maison. Laquelle considérez-vous être

particulièrement importante? » Les répondants ont par la suite le choix de sélectionner indépendance parmi la liste.

- *Ouverture à l'échange* : Une plus grande ouverture à l'échange peut mettre plus de pression sur le gouvernement à dépenser pour donner une meilleure assurance contre les risques associés aux marchés internationaux (Rodrick, 1998). Cette variable devrait être positivement corrélée avec la variable dépendante. L'ouverture à l'échange est calculée comme la somme des exportations et des importations de biens et de services divisés par le PIB. Les données sont tirées de la base de données de la Banque Mondiale.
- *Région géographique* : Des variables dichotomiques régionales sont ajoutées pour contrôler l'effet potentiel de la localisation d'un pays sur ses dépenses. Les régions sont les suivantes : OCDE, Asie, Afrique et Amérique latine. La variable OCDE est omise des régressions et sert de région géographique de référence dans toutes les régressions.

Des variables dichotomiques supplémentaires pour contrôler les différentes vagues de la *World Value Survey* utilisées ont été testées. Ces variables se sont avérées être non significatives et ont été subséquentement abandonnées.

Une liste complète des variables ainsi qu'une description se retrouve dans le tableau 3 de l'Annexe. Les données descriptives se retrouvent dans le tableau 1 ici-bas.

Tableau 1 : Données descriptives

Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Dépense	15.85	5.12	3	26.33
Assiduité	4.00	1.14	1.16	6.39
PIB par habitant	8.95	1.35	6.22	11.52
Chef d'état	0.13	0.34	0	1
Latitude	0.31	0.16	0.01	0.64
Concentration	3.32	2.28	0	9
L_français	0.35	0.47	0	1
L_anglais	0.28	0.45	0	1
L_socialiste	0.28	0.45	0	1
L_allemand	0.05	0.21	0	1
L_scandinave	0.04	0.19	0	1
C_français	0.08	0.28	0	1
C_anglais	0.18	0.39	0	1
C_espagnol	0.11	0.31	0	1
C_portugais	0.01	0.11	0	1
Importance Dieu	7.82	1.86	3.53	10
Enfant Religion	0.42	0.25	0.01	0.93
Ouverture	83.40	46.61	27.59	358.03
Indépendance	50.69	15.57	26.2	90
OCDE	0.25	0.44	0	1
Amérique latine	0.13	0.34	0	1
Asie	0.29	0.45	0	1
Afrique	0.19	0.40	0	1
Vague 4	0.27	0.44	0	1
Vague 5	0.34	0.47	0	1
Vague 6	0.37	0.48	0	1

3.2 Méthodologie

Pour former la mesure de religiosité, l'assiduité, les réponses sont assignées sur une échelle de 1 à 7 ou 1 correspond à « jamais, presque jamais » et 7 à « plus d'une fois par semaine ». Par la suite, une moyenne des réponses par pays est créée pour former l'indice de religiosité, l'assiduité. Deux mesures additionnelles de religiosité peuvent être

également tirées de la base de données WVS. La première étant la suivante : « Quelle est l'importance de Dieu dans votre vie? » et la deuxième est : « Est-ce que vous reconsidérez important que votre enfant ait la foi? » Les trois variables de religiosité sont fortement corrélées, comme nous pouvons le voir dans le tableau 4 de l'Annexe. Le choix de l'assiduité comme mesure de religiosité est donc robuste.

Quatre régressions sont testées pour évaluer l'impact de la religiosité sur la taille des gouvernements. Les régressions prennent les formes qui suivent :

$$(1) \text{Dépense}_i = \alpha + \beta \text{assiduité}_i + \delta \text{PIB}_i + \varepsilon_i$$

$$(2) \text{Dépense}_i = \alpha + \beta \text{assiduité}_i + \delta \text{PIB}_i + \rho \text{chef}_i + \pi \text{independance}_i + \varepsilon_i$$

$$(3) \text{Dépense}_i = \alpha + \beta \text{assiduité}_i + \delta \text{PIB}_i + \rho \text{chef}_i + \pi \text{independance}_i + \phi \text{ouverture}_i + \varepsilon_i$$

$$(4) \text{Dépense}_i = \alpha + \beta \text{assiduité}_i + \delta \text{PIB}_i + \rho \text{chef}_i + \pi \text{independance}_i + \phi \text{ouverture}_i + \gamma \text{amerique}_i + \theta \text{Asie}_i + \Upsilon \text{Afrique}_i + \varepsilon_i$$

Toutes les régressions testées sont également mesurées avec l'option robuste. Cette option permet de contrôler des problèmes potentiels d'hétéroscédasticité, de normalité ou de larges résidus qui pourraient se produire dans les régressions. L'option résidu permet d'éliminer les estimations biaisées des écarts-types en augmentant la valeur de ces derniers.

La première régression où les dépenses du pays i sont en fonction de l'assiduité et du log du PIB par habitant, et ε_i représente le terme d'erreur. Les trois régressions

subséquentes ajoutent des variables contrôles supplémentaires dont « chef » est la présence d'un chef d'État avec une religion prescrite, « indépendance » représente la valeur indépendance, « ouverture » représente l'ouverture à l'échange et « Amérique, Asie et Afrique » sont des variables dichotomiques qui représente les différentes régions géographiques.

Jusqu'à présent, les régressions suivent l'hypothèse que les variables indépendantes sont exogènes. Des problèmes d'endogénéité apparaissent dans les régressions lorsqu'une variable indépendante est corrélée avec le terme d'erreur. Deux des variables indépendantes, l'assiduité et le log du PIB par habitant, risquent d'être endogènes à cause d'erreur de mesure et/ou de causalité inverse. Il est également possible que les régressions souffrent d'un biais de variables omises. La méthode de variable instrumentale est choisie pour corriger les problèmes potentiels.

Trois instruments sont utilisés pour instrumenter la variable de développement économique. Le premier instrument choisi est la latitude des pays. Les pays proches de l'équateur ont un climat plus tropical, ce qui inhibe la croissance économique (Coviello, 2003). Un bon instrument doit être exogène avec la variable instrumentée. Cette condition est respectée, puisque le PIB par habitant ne peut pas affecter la latitude d'un pays qui est fixe. Les données sur la latitude sont tirées de l'Annexe d'une étude de Hall et Jones (1999). La latitude est calculée comme la distance entre l'équateur et le pays, divisé par 90.

Le deuxième instrument sélectionné est des variables dichotomiques pour l'origine des systèmes légaux en place dans un pays. Le système légal d'origine est un bon instrument, puisque les systèmes légaux en place dans les pays sont vieux de plusieurs centaines d'années. Il est donc improbable que ceux-ci soient endogènes avec les dépenses gouvernementales. Les systèmes légaux d'origine utilisés comprennent ceux des : socialiste, français, allemand, scandinave et anglais. Le système anglais est omis des régressions pour éviter un problème de multicollinéarité dans la première étape de la régression. Les données sont tirées de l'étude de La Porta, Lopez-de-Silanes et Shleifer (2007).

Le troisième instrument utilisé est un ensemble de variables dichotomiques pour les colonies d'origines. Acemoglu, Johnson et Robinson (2001) stipulent que les pays européens ont colonisés de manières différentes. Ces différences ont eu des impacts économiques notables. Puisque la colonisation s'est produite il y a maintes années, les effets devraient être exogènes avec les dépenses gouvernementales. Les pays d'origine comprennent : la France, l'Angleterre, le Portugal, l'Espagne et la Belgique. La variable dichotomique pour l'Angleterre est omise pour éviter des problèmes de multicollinéarité. Les colonies d'origine en tant qu'instrument peuvent également être utilisées pour instrumenter l'autre variable problématique l'assiduité.

La variable de religiosité peut également être sujette à un biais d'endogénéité causé par des erreurs de mesures. Le premier instrument choisi est l'index d'Herfindahl de concentration religieuse tiré du *Pew Research Center*. Cet index donne la probabilité

que deux individus sélectionnés aléatoirement dans un pays ne fassent pas partie du même groupe religieux. Plusieurs auteurs utilisent cet instrument pour la religiosité qui est basée sur l'idée que si une religion est dominante dans un pays donné, l'assiduité va être plus forte, alors que s'il existe une plus grande diffusion de religion une forte assiduité va être moins commune (Jacob et Osang, 2010 ; Barro et McCleary, 2003). Iannaccone (1991) soutient que les différentes dénominations religieuses sont en compétitions pour obtenir des membres et font donc plus d'effort pour attirer de nouveaux membres afin de garder la foi vivante. Une plus grande diversité religieuse augmente ainsi la participation religieuse. L'indice est sur une échelle de 0 à 10, où un score de 10 indique une « très haute diversité religieuse » et un de 0 une « très faible diversité religieuse ».

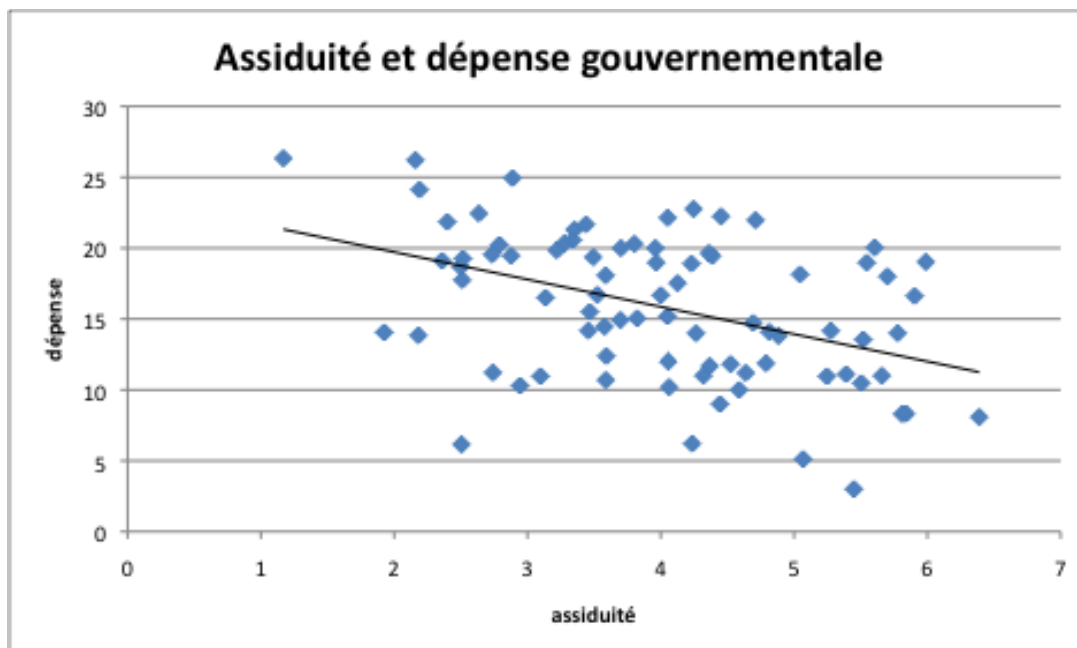
Le deuxième instrument est un indice de réglementation gouvernementale de la religion tiré de Grim et Finke (2006). Ces derniers définissent la régulation gouvernementale par « les restrictions placées sur la pratique, profession, ou sélection d'une religion par la loi, politiques, ou actions administratives de l'État ». L'index de régulation de Grim et Finke est mesuré sur une échelle de 0 à 10, où 10 représente le « plus haut niveau de régulation gouvernementale » et 0 « aucune régulation ». Chaves et Cann (1992) ainsi que Barro et McCleary (2003) argumentent qu'une plus grande implication de l'État dans les affaires religieuses diminue la compétition. Avec moins de compétition, la vitalité religieuse tend à diminuer. La perte de vitalité religieuse affecte à son tour l'assiduité aux services religieux. Les réglementations gouvernementales réduisent donc la religiosité.

Pour mesurer la force et la validité des instruments, un test diagnostique de Shea R^2 , un test de Sargan et un test de Kleinbergen-Paap sont administrés pour toutes les régressions utilisant la méthode de variable instrumentale. Le Shea R^2 est un test diagnostique pour déterminer la force des instruments lorsqu'il y a plus qu'une variable endogène. Le Kleinbergen-Paap est un test diagnostique de sous-identification des instruments.

4. Résultats

Avant de discuter les résultats de l'étude, nous pouvons constater, sur la figure 1 ici-bas, qu'il existe une relation négative entre assiduité et dépense du gouvernement en pourcentage du PIB dans l'échantillon utilisé pour cette étude. En nous basant sur ces résultats, nous pouvons conclure que l'hypothèse de l'altruisme mentionnée plus haut n'explique pas les variations de dépenses entre pays, puisque cette théorie prédit une corrélation positive entre religiosité et dépenses gouvernementales. Nous ne pouvons pas rejeter le fait que cette hypothèse soit valide, mais il est évident que les autres hypothèses qui prédisent une relation négative contrebalancent de loin l'hypothèse de l'altruisme. Cette relation semble réaffirmer l'hypothèse de Sheve et Stasavage (2006), de Gill et Lundsgaarde (2004) et d'Elgin et *al.* (2013) selon laquelle la religion et les dépenses gouvernementales sont deux mécanismes d'assurances sociales substitués. Il est néanmoins trop tôt pour déterminer si c'est le niveau de religiosité qui influence les dépenses gouvernementales ou si c'est plutôt la relation inverse.

Figure 1



Les résultats empiriques de la méthode des moindres carrés sont présentés dans le tableau 3. Les coefficients d'assiduité religieuse sont tous significatifs, soit au niveau de 1 % ou de 5 %, et ce, peu importe la spécification des régressions. Basée sur les coefficients de déterminations, la régression 4 est un modèle plus approprié pour estimer les dépenses gouvernementales. Les variables indépendantes expliquent environ 35 % des variations de dépenses gouvernementales entre pays. Les résultats démontrent une nette corrélation négative entre assiduité et dépenses gouvernementales en termes de pourcentage du PIB. En termes de taille, être un échelon plus élevé sur l'échelle

d'assiduité religieuse diminue le ratio des dépenses gouvernementales sur le PIB d'approximativement 1,4 % à 1,6 %. Cela voudrait dire par exemple que le Canada qui est 1,5 point plus élevé sur l'échelle d'assiduité que la France, devrait dépenser environ 2,25 % moins que la France en termes de dépenses gouvernementale sur le PIB ce qui est effectivement le cas. Cela confirme notre hypothèse qu'une plus grande religiosité diminue les dépenses gouvernementales. Ces résultats sont cohérents avec les résultats d'Elgin (2013) qui a trouvé qu'un plus grand niveau de religiosité d'un pays, mesurée par la croyance en l'au-delà, diminue les dépenses gouvernementales.

Parmi les variables de contrôle, le log du PIB par habitant a un impact significatif sur les dépenses gouvernementales dans les régressions 2 et 3. Un plus haut niveau de développement économique semblerait augmenter la pression sur les gouvernements d'augmenter leurs dépenses. Les variables dichotomiques pour les régions géographiques de l'Asie et de l'Amérique latine sont significatives et négatives. Cela semblerait démontrer que les gouvernements des pays de l'Asie et de l'Amérique latine dépensent significativement moins que ceux des pays membres de l'OCDE *ceteris parabus*. L'ajout des variables dichotomiques représentant les régions rend la variable PIB par habitant non significative.

Tableau 3 : Résultats de la méthode des moindres carrés

Variable dépendante : Dépense				
	MMS (1)	MMS (2)	MMS (3)	MMS (4)
Constante	14.92** (6.89)	16.55*** (6.82)	16.75*** (6.54)	20.15*** (6.21)
Assiduité	-1.40** (0.63)	-1.62*** (0.63)	-1.62*** (0.63)	-1.46*** (0.58)
PIB par habitant	0.73 (0.53)	0.80* (0.48)	0.83* (0.49)	0.68 (0.52)
Chef d'État		1.71 (1.20)	1.86 (1.26)	3.02* (1.60)
Indépendance		-0.03 (0.3)	-0.03 (0.04)	-0.03 (0.03)
Ouverture			-0.01 (0.01)	-0.01 (0.01)
Amérique latine				-4.47** (1.73)
Asie				-3.84** (1.43)
Afrique				-1.50 (1.94)
R ²	0.21	0.24	0.24	0.35
Observations	81	81	81	81
*, **, *** dénote un niveau de signification à 0.1 0.05 et 0.01 respectivement				

Les résultats empiriques de la méthode de variables instrumentales sont présentés dans le tableau 4. La variable d'intérêt, l'assiduité, est toujours significative et négative. Un plus haut niveau de religiosité mesurée par l'assiduité aux cérémonies religieuses, diminue les dépenses gouvernementales d'un pays. La taille de l'impact est plus élevée que dans les régressions utilisant la méthode des moindres carrés. D'après les coefficients de la variable « assiduité », monter d'un échelon sur l'échelle de religiosité diminue le ratio des dépenses gouvernementales sur le PIB d'approximativement 2,2 % à 2,7 %. Cela démontre que même lorsque contrôlé pour les risques d'endogénéités, la religiosité

est toujours une variable significative pour expliquer les différences entre pays en termes de dépenses gouvernementales.

Parmi les variables contrôles, le log du PIB par habitant est significatif dans les régressions 2 et 4. Les pays avec un plus haut niveau de développement économique ont également des dépenses gouvernementales plus élevées. De plus, la variable « chef d'état » est également significative au niveau de 5 % pour toutes les régressions. Les pays où les chefs d'État doivent obligatoirement appartenir à une certaine religion ont un ratio dépenses sur PIB plus élevé que les autres d'environ 2,5 % à 3 %. Cette variable semble contrebalancer l'effet de la variable « assiduité ». Il est également possible d'interpréter ce résultat comme dû au fait que les pays musulmans ont des dépenses gouvernementales plus élevées que les autres. En effet, 90 % des pays avec un chef d'État d'une religion prescrite doivent être musulmans.

La variable indépendance est négativement significative, ce qui est en accord avec les résultats d'Arikan (2011). Les pays avec des citoyens qui prônent l'individualisme comme une valeur importante ont des gouvernements qui dépensent moins. La variable dichotomique pour la région de l'Amérique latine est négative et significative. Il semblerait que les gouvernements des pays de l'Amérique latine dépensent significativement moins que les pays membres de l'OCDE. L'ouverture à l'échange et les autres régions géographiques n'ont pas d'impact significatif sur les dépenses gouvernementales. Les coefficients de déterminations suggèrent que la régression 4 est

le meilleur modèle. Les variables de la régression 4 expliqueraient 27 % de la variation observée des dépenses gouvernementales entre les pays.

Tableau 4 : Résultats de la méthode de variable instrumentale

Variable dépendante : Dépense				
	IV (1)	IV (2)	IV (3)	IV (4)
Constante	13.95 (11.00)	16.17 (11.03)	19.12* (10.62)	16.17* (9.79)
Assiduité	-1.95** (0.99)	-2.46*** (1.04)	-2.68*** (1.03)	-2.45** (1.10)
PIB par habitant	1.17 (0.83)	1.45* (0.86)	1.27 (0.82)	1.56** (0.80)
Chef d'État		2.45** (1.27)	2.74** (1.33)	3.08** (1.25)
Indépendance		-0.08** (0.04)	-0.07* (0.03)	-0.06** (0.03)
Ouverture			-0.01 (0.01)	-0.01 (0.01)
Amérique latine				-3.52** (1.64)
Asie				-2.18 (1.69)
Afrique				2.07 (2.95)
R ²	0.16	0.15	0.15	0.27
K-P test p-value	0.002	0.002	0.002	0.001
Shea R ² assiduité	0.27	0.32	0.32	0.28
Shea R ² log PIB	0.24	0.30	0.31	0.22
Sargan p-value	0.33	0.22	0.18	0.59
Observation	81	81	81	81
*, **, *** dénote un niveau de signification à 0.1 0.05 et 0.01 respectivement				

Les résultats des tests de Sargan sont également disponibles dans le tableau 4. L'hypothèse nulle est qu'il n'y a pas de suridentification. Nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle dans tous les modèles, ce qui signifie que les termes d'erreurs ne sont pas corrélés avec les variables exogènes. Nous pouvons conclure que les instruments sont

valides. L'hypothèse nulle du test de Kleinbergen-Paap est qu'il y a sous-identification des instruments. Nous pouvons rejeter l'hypothèse nulle pour toutes les régressions. Les instruments sont donc valides. Finalement, les résultats des tests de Shea R^2 sont tous raisonnablement élevés, ce qui suggère que les instruments sont forts.

5. Conclusion

À la veille de changements majeurs dans le paysage religieux, il devient de plus en plus important d'étudier l'impact de la religiosité sur l'économie. Nous avons pu constater dans les dernières années une scission grandissante dans le niveau de religiosité des pays. Certains pays deviennent séculaires alors que d'autres se tournent de plus en plus vers la religion. Ces changements bien que culturels ont des impacts réels et notables sur l'économie d'un pays.

Le but de cette étude était d'évaluer l'effet de la religiosité sur la taille du gouvernement global. Pour ce faire, nous avons utilisé un échantillon de 81 pays et la méthode de variables instrumentales pour contrôler les problèmes d'endogénéités. Dans l'ensemble, les résultats empiriques démontrent que la religiosité d'un pays explique en partie les différences entre pays dans leurs dépenses gouvernementales. Nos résultats sont compatibles avec les études d'Elgin et *al.* (2013) et de Sheve et de Stasavage (2006). Les pays avec un plus haut niveau de religiosité dépendent moins des gouvernements pour fournir une assistance sociale. Cela appuie plusieurs théories comme celle des dons charitables et l'effet de substitution. Les pays avec un plus haut niveau de religiosité ont

moins besoin que les gouvernements mettent en place des filets de sécurité sociaux et, par ce fait, ont des dépenses gouvernementales moindres. Un autre résultat intéressant est que l'obligation d'avoir un chef d'État d'une religion prescrite semble augmenter les dépenses gouvernementales.

Encore beaucoup d'études sur la même lignée pourraient être entreprises. Par exemple, l'effet de la religiosité sur les dons publics au niveau microéconomique d'un pays n'a toujours pas été étudié dans des pays autres que les États-Unis et pour des dénominations autres que protestantes. Qui plus est, toutes les études sur la religiosité et les dépenses gouvernementales se sont penchées sur les différences nationales à un point donné dans le temps puisque la disponibilité de variables sur la religion et des dépenses gouvernementales sur une longue période sont encore peu courantes. Il serait intéressant de faire la même étude avec des séries temporelles pour évaluer les tendances à travers le temps lorsqu'un plus grand échantillon sera disponible. Il est de plus fortement envisageable que des valeurs culturelles autres que la religiosité affectent les décisions gouvernementales sur leurs dépenses.

Bibliographie

Acemoglu, Daron, Simon Johnson, et James A. Robinson. "The colonial origins of comparative development: An empirical investigation." *The American Economic Review* 91, no.5 (2001): 1369-1401.

Acemoglu, Daron, Suresh Naidu, Pascual Restrepo, et James A. Robinson. *Democracy does cause growth*. No. w20004. National Bureau of Economic Research, 2014.

Arikan, Gizem. "Economic Individualism and Government Spending." *World Values Research* 4, no. 3 (2011): 73-95.

Azzi, Corry, et Ronald Ehrenberg. "Household allocation of time and church attendance." *The Journal of Political Economy* (1975): 27-56.

Barro, Robert J., et Rachel McCleary. "Religion and economic growth across countries." *American Sociological Review* 68, no 5 (2003): 760-781.

Chaves, Mark, et David E. Cann. "Regulation, Pluralism, and Religious Market Structure Explaining Religion's Vitality." *Rationality and society* 4, no. 3 (1992): 272-290.

Coviello, D. E. C. I. O. "Instrumental Variables Regressions in Growth, Geography and Institutions: Reconsidering Some Results." In *Papers and Proceedings of the ICES 2003 Conference «Globalisation and the Political Economy of Development in Transition Economies From Transition to Development*, pp. 142-153. 2003.

Dollar, David, et Roberta Gatti. *Gender inequality, income, and growth: are good times good for women?.* Vol. 1. Washington, DC: Development Research Group, The World Bank, 1999.

Elgin, Ceyhun, Turkmen Goksel, Mehmet Y. Gurdal, et Cuneyt Orman. "Religion, income inequality, and the size of the government." *Economic Modelling* 30 (2013): 225-234.

Gill, Anthony, et Erik Lundsgaarde. "State welfare spending and religiosity a cross-national analysis." *Rationality and Society* 16, no. 4 (2004): 399-436.

Grim, Brian J., et Roger Finke. "International religion indexes: Government regulation, government favoritism, and social regulation of religion." *Interdisciplinary journal of research on religion* 2 (2006).

Guiso, Luigi, Paola Sapienza, et Luigi Zingales. "People's opium? Religion and economic attitudes." *Journal of monetary economics* 50, no. 1 (2003): 225-282.

Glaeser, Edward L., Giacomo AM Ponzetto, et Jesse M. Shapiro. "Strategic extremism: Why Republicans and Democrats divide on religious values." *The Quarterly Journal of Economics* 120, no 4 (2005): 1283-1330.

Hall, Robert E., et Charles I. Jones. "Why do some countries produce so much more output per worker than others?" *The Quarterly Journal of Economics* 114, no. 1 (1999): 83-116.

Hungerman, Daniel M. "Are church and state substitutes? Evidence from the 1996 welfare reform." *Journal of Public Economics* 89, no. 11 (2005): 2245-2267.

Iannaccone, Laurence R. "The Consequences of Religious Market Structure Adam Smith and the Economics of Religion." *Rationality and society* 3, no. 2 (1991): 156-177.

McCleary, Rachel M., et Robert J. Barro. "Religion and economy." *The Journal of Economic Perspectives* (2006a): 49-72.

McCleary, Rachel M., et Robert J. Barro. "Religion and political economy in an international panel." *Journal for the Scientific study of religion* 45, no. 2 (2006b): 149-175.

McCleary, Rachel M. "Salvation, damnation, and economic incentives." *Journal of Contemporary Religion* 22, no. 1 (2007): 49-74.

Norris, Pippa, et Ronald Inglehart. *Sacred and secular: Religion and politics worldwide*. Cambridge University Press, 2011.

Palani, P. "The effect of religiosity on income inequality." *Journal of Politics and International Affairs* (2008): 61-70.

Pettersson, Thorleif "The Relations between religion and politics in the contemporary western world: the impact of secularization, postmodernization and peoples` basic value orientation." *World Value Survey Journal*, (2003)

Piketty, Thomas. "Social mobility and redistributive politics." *The Quarterly journal of economics* (1995): 551-584.

Porta, Rafael La, Florencio Lopez-de-Silanes, et Andrei Shleifer. "The economic consequences of legal origins." *Journal of Economic Literature* 46, no.2 (2008): 285-332.

Rees, Thomas James. "Is personal insecurity a cause of cross-national differences in the intensity of religious belief?" *Journal of Religion and Society* 11, (2009)

Rodrik, Dani. "Why do more open economies have bigger governments?" *Journal of Political Economy* 106, no. 5 (1998): 997-1032.

Roemer, John E. "Why the poor do not expropriate the rich: an old argument in new garb." *Journal of Public Economics* 70, no. 3 (1998): 399-424.

Saroglou, Vassilis. "Religion's role in prosocial behavior: Myth or reality?" *Religion* 31, no. 2 (2006).

Scheve, Kenneth, et David Stasavage. "Religion and preferences for social insurance." *Quarterly Journal of Political Science* 1, no. 3 (2006): 255-286.

Solt, Frederick. "Reversing the Arrow? Economic Inequality's Effect on Religiosity." (2013).

Smith, Christian, et Robert Faris. "Socioeconomic inequality in the American religious system: An update and assessment." *Journal for the Scientific Study of Religion* 44, no. 1 (2005): 95-104.

Taylor, Marylee C., et Stephen M. Merino. "Race, religion, and beliefs about racial inequality." *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 634, no. 1 (2011): 60-77.

Thornton, Jeremy Philip, et Sara Helms. "Afterlife incentives in charitable giving." *Applied Economics* 45, no. 19 (2013): 2779-2791.

Annexe

Tableau 1 : Liste des pays formant l'échantillon

Pays	Dépense	Pays	Dépense	Pays	Dépense
Albania	10,69	Great Britain	20,24	Romania	6,21
Algeria	18,90	Guatemala	10,48	Russia	19,55
Argentina	15,51	India	11,81	Rwanda	14,17
Armenia	14,46	Iran	11,00	Saudi Arabia	22,14
Australia	17,75	Iraq	21,30	Serbia	20,00
Azerbaijan	11,22	Italy	19,45	Singapore	10,19
Bahrain	14,00	Japan	20,57	Slovenia	20,35
Bangladesh	5,12	Jordan	19,65	South Africa	22,24
Belarus	14,18	Kazakhstan	10,30	South Korea	14,93
Bosnia	22,76	Kyrgyzstan	18,08	Spain	19,46
Brazil	21,97	Lebanon	14,72	Sweden	26,21
Bulgaria	16,51	Libya	9,00	Switzerland	10,96
Burkina Faso	18,00	Macedonia	17,53	Tanzania	19,03
Canada	21,68	Malaysia	13,55	Thailand	13,81
Chile	12,39	Mali	11,00	Trinidad and Tobago	10,00
China	14,06	Mexico	11,87	Tunisia	18,98
Colombia	16,70	Moldova	20,30	Turkey	15,05
Cyprus	20,00	Montenegro	19,84	Uganda	8,31
Ecuador	14,09	Morocco	18,97	Ukraine	19,36
Egypt	11,68	Netherlands	26,34	United States	15,19
Estonia	19,11	New Zealand	18,67	Uruguay	13,85
Ethiopia	8,29	Nigeria	8,08	Uzbekistan	22,44
Finland	24,94	Norway	21,85	Venezuela	12,00
France	24,12	Pakistan	10,96	Viet Nam	6,16
Georgia	16,68	Peru	11,19	Yemen	14,00
Germany	19,26	Philippines	11,10	Zambia	3,00
Ghana	16,63	Poland	18,14	Zimbabwe	20,04

Source: Banque Mondiale

Tableau 2

Liste de pays avec un chef d'état d'une religion prescrite

Algérie

Iran

Jordanie

Liban

Malaisie

Maroc

Pakistan

Arabie Saoudite

Thaïlande

Tunisie

Yémen

Tableau 3

Variable	Description
Dépense	Dépense de consommation finale des administrations publiques (% du PIB)
Assiduité	Mesure d'assiduité religieuse sur une échelle de fréquentation de 1 à 7
PIB par habitant	Log du produit intérieur brut d'un pays en \$ US courant divisé par la population en milieu d'année
Chef d'état	Variable dichotomique qui prend la valeur de 1 lorsque le chef d'état d'un pays doit être obligatoirement d'une certaine religion.
Importance Dieu	Mesure de l'importance de Dieu dans la vie sur une échelle de 1 à 10
Enfant Religion	Variable dichotomique qui prend la valeur de 1 si c'est important pour un parent que son enfant soit religieux
Ouverture	Exportations de biens et de services (% du PIB)
Indépendance	Variable dichotomique qui prend la valeur de 1 si le parent considère que l'indépendance est une valeur importante pour son enfant
OCDE, Amérique Latine, Asie, Afrique	Variables dichotomiques régionales
Origine du système légal	Variables dichotomiques qui prennent la valeur de 1 lorsque le système légal vient d'un pays donné et de 0 autrement.
Index de concentration religieuse	Index d'Hirfendahl sur une échelle de 1 à 10 de concentration religieuse dans un pays
Régulation religieuse	Index sur une échelle de 1 à 10 représentant le niveau de régulation gouvernementale sur la religion
Colonie d'origine	Variables dichotomiques qui prennent la valeur de 1 lorsque le pays était une colonie d'un certain pays et 0 autrement
Latitude	Latitude des pays en degré/90

Tableau 4 :

	Assiduité	Importance Dieu	Enfant Religion
Assiduité	1		
Importance Dieu	0.6993	1	
Enfant Religion	0.6798	0.7820	1